

# P. A. I. G. C.

PARTIDO AFRICANO DA INDEPENDÊNCIA DA GUINÉ E CABO VERDE

SUR LA SITUATION DE NOTRE LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE



Amilcar Cabral  
Secrétaire Général

Mars 1968



## 1. SYNTHESE

L'année 1967 restera dans l'histoire de notre lutte comme une période décisive pour la libération de notre peuple du joug colonial portugais. En effet, au cours de l'année écoulée, l'ennemi, qui a mobilisé et mis en action toutes les possibilités actuelles de sa machine de guerre, en vue de renverser la situation critique affrontée par ses troupes, a dû reconnaître qu'un tel renversement est désormais tout à fait impossible. De notre part, par le renforcement sans cesse de notre travail politique et de l'action de nos forces armées, qui ont gardé l'initiative partout dans le pays, nous avons consolidé notre certitude dans la victoire finale de notre combat pour l'indépendance et le progrès de notre peuple.

En Guinée, les colonialistes portugais avec leurs 35.000 militaires des diverses armées ont intensifié les bombardements et mitraillages criminels contre les populations et villages des régions libérées, utilisant des bombes à fragmentation, au napalm et au phosphore blanc. D'autre part, ils ont fait des tentatives désespérées en vue de terroriser les populations et de réoccuper certaines positions stratégiques importantes des régions libérées, moyennant des opérations combinées de grande envergure et des "coups de mains" avec des troupes hélicoptérées.

Faisant face avec courage aux avions portugais et vouant à l'échec toutes les tentatives des troupes coloniales visant à réoccuper le territoire national libéré, notre peuple et nos combattants ont infligé à l'ennemi les pertes les plus lourdes (en matériel et vies humaines) jusqu'à présent subies dans notre pays. Les actes criminels qui ont détruit plusieurs villages et fait quelques victimes parmi la population civile, ont renforcé la haine de notre peuple à la domination portugaise et galvanisé la détermination de nos combattants. Notre action s'est fortement intensifiée, nous avons significativement réduit les zones encore sous contrôle ennemi, attaqué systématiquement presque tous les camps retranchés et campements portugais, des centres urbains, multiplié notre initiative par des embuscades et opérations de commando contre les bases ennemies, lesquelles ont eu la manifestation la plus éclatante par l'attaque, pleine de succès, de l'aéroport de Bissalanca, base aérienne principale, située à 10 Km du centre de la capitale.

Sur le plan politique, les tentatives de l'ennemi visant à diviser les forces patriotiques, à créer la confusion parmi les populations et au sein de notre Parti, ainsi que les manoeuvres démagogiques dans le but de convaincre notre peuple qu'il est dé-



jà indépendant avec l'indépendance du Portugal - ont été également vouées à l'échec. De notre part, nous avons renforcé le travail politique parmi les populations et au sein des organismes de base du Parti, amélioré notre organisation politique et administrative, dénoncé les mensonges de la propagande coloniale et consolidé notre position tant dans les régions libérées que parmi les patriotes des zones encore sous domination portugaise. Les hésitations et le défaitisme manifestés à présent par certains chefs traditionnels favorables au colonialisme, la démission du Secrétaire Général du Gouvernement (un africain, remplacé par un européen) et l'échec de la prétendue visite du Président de la République portugaise dans notre pays - sont autant de faits concrets qui reflètent l'importance des succès politiques remportés par notre Parti au cours de 1967.

Sur le plan économique, il n'est plus un secret pour personne que la présence portugaise est presque exclusivement militaire, l'exploitation coloniale ayant été paralysée totalement par notre lutte libératrice. Faisant face à des difficultés chaque jour plus grandes pour ravitailler ses troupes et les populations des centres urbains, l'ennemi doit importer presque tout le nécessaire à ce ravitaillement, y compris le riz, l'une des principales productions de notre pays. Malgré l'intensité des bombardements quotidiens, nous avons réussi à augmenter considérablement la production des plantes vivrières (notamment le riz), à diversifier les cultures et à garantir, de la sorte, cet élément essentiel à la poursuite de notre combat : la nourriture pour les populations des régions libérées et pour nos combattants.

Sur le plan social et culturel, les efforts déployés par l'ennemi en vue de bâtir des écoles, accorder des bourses d'études et apporter une certaine assistance sanitaire aux populations des centres urbains, n'ont fait que confirmer dans l'esprit de notre peuple le caractère juste et nécessaire de notre lutte. Nous avons, tout en faisant face aux problèmes de la guerre, augmenté significativement le nombre des écoles, des dispensaires et des cadres de l'éducation et de la santé dans les régions libérées.

Sur le plan africain et international, notre Parti a vu son prestige renforcé, la valeur et les succès de notre lutte étant aujourd'hui des faits mondialement reconnus. L'Afrique, par la voix du Secrétaire Général de l'O.U.A., a bien voulu proclamer que notre Parti et notre lutte "font la fierté non seulement des peuples et des Etats africains mais aussi de l'O.U.A.". Le Comité de Libération africaine a voté par acclamation, lors de sa douzième session du 10 Janvier dernier, une motion de félicitation



et d'encouragement à notre Parti, ayant décidé de renforcer par tous les moyens l'aide à notre lutte. Nous avons consolidé nos rapports avec les Etats africains, notamment avec les pays voisins, et avec toutes les forces anti-colonialistes.

S'il est vrai que les colonialistes portugais continuent à bénéficier de l'aide de certains de leurs alliés de l'O.T.A.N., facteur décisif pour leur guerre coloniale, il n'en reste pas moins qu'ils sont chaque jour plus isolés sur le plan moral et politique, tant au sein de l'O.N.U. que des autres instances internationales. Les actes de provocation criminelle et d'intimidation perpétrés contre les pays voisins du nôtre n'ont pas réussi à nous retirer le soutien de ces pays. Au contraire.

Aux Iles du Cap Vert, les colonialistes portugais, alarmés par les progrès réalisés par notre Parti au cours de 1967, ont renforcé leur appareil répressif et déclenché une vaste opération contre les forces nationalistes. Des centaines de patriotes ont été persécutés ou arrêtés, d'autres déportés au Portugal, en Angola et au Mozambique. Ces mesures répressives n'ont fait que polariser l'attention des populations sur le fait de la lutte, démasquer le véritable visage du colonialisme portugais dans l'Archipel, renforcer la haine et la conscience politique des patriotes dans le cadre de l'unité nécessaire, sous la direction de notre Parti. Nous avons développé l'organisation clandestine dans les Iles principales, structuré les bases nécessaires au développement de la lutte et à son passage à un stade supérieur, pour permettre à notre peuple de répondre aux violences des colonialistes portugais.

C'est sur la base des succès importants remportés par notre lutte et tenant compte des grandes difficultés que nous devons encore surmonter, que nous situons les perspectives de notre lutte : développer et intensifier notre action politique et militaire, diversifier nos initiatives contre les forces ennemies, adopter progressivement des formes plus évoluées de combat, améliorer et consolider la situation économique, sociale et culturelle des régions libérées, rechercher et trouver la solution la plus adéquate à la définition de notre situation juridique sur le plan international, en accord avec la réalité nouvelle qu'est celle de notre pays. Ces perspectives doivent nous permettre, dans les meilleurs délais, de parachever la libération de notre peuple en Guinée et aux Iles du Cap Vert. Pour ce faire, nous devons continuer à consentir les efforts et sacrifices nécessaires et, tenant compte des conditions particulièrement difficiles de notre lutte, à compter également sur l'aide morale, politique et matérielle de l'Afrique et des forces anti-impérialistes.



## 2. SITUATION MILITAIRE

Au cours de 1967 l'action de l'ennemi s'est caractérisée essentiellement par :

Bombardements aériens et navals intenses et quotidiens contre les régions libérées, notamment celles de Kitafine, Cubucaré et Tombali (au Sud du pays), Biambi et Morés (au Nord) et Xitoli (à l'Est).

Tentatives d'invasion et de reconquête de certaines régions libérées, notamment au Sud (Kafine, Cubisseco et zone frontalière) et au Centre-Nord (Biambi, Morés et Saara) du pays, moyennant des opérations combinées de grande envergure (forces de terre, mer et air), y compris des troupes hélicoptées.

Coups de main utilisant surtout des troupes hélicoptées, visant à terroriser les populations, à brûler nos récoltes et à détruire nos bases (dans les régions de Biambi, Tombali et Kafine, principalement).

Les bombardements aériens, quotidiens et répétés, au cours desquels l'ennemi a utilisé massivement des bombes à fragmentation, au napalm et, pour la première fois, les bombes au phosphore blanc, ont constitué de loin l'action principale des colonialistes portugais. Visant surtout les populations et les villages des régions libérées, ces bombardements sauvages démontrent l'état de désespoir dans lequel se trouve l'ennemi et confirment ses intentions de génocide contre notre peuple. Seule la partie littorale de la région de Kitafine, qui ne représente qu'un soixantième des régions libérées, a reçu plus de deux mille bombes de diverses sortes au cours de l'année écoulée, et elle continue à être quotidiennement bombardée. S'il est vrai que les bombardements ont détruit quelques dizaines de villages et tué environ une centaine de personnes parmi les populations civiles, il n'en reste pas moins que les intentions de l'ennemi visant à forcer les populations à abandonner le pays et à arrêter notre lutte, ont été vouées à l'échec. Cela est dû à la conscience politique des populations, aux mesures de sécurité prises et à la résistance opposée aux avions par nos combattants.

Malgré les déficiences de nos moyens de défense anti-aérienne, nous avons fait face aux avions portugais, les attaquant partout, notamment dans la région de Kitafine, où l'action de nos combattants contre l'aviation portugaise peut être considérée comme héroïque. Les effets de notre résistance ont forcé l'ennemi à abandonner presque totalement l'utilisation des bombardiers relativement lents et de basse altitude (B.26,



Dornier DO - 27 et P 2V) pour utiliser massivement les avions à réaction adaptés aux besoins du bombardement (Fiat 91 et Sabres). En abattant trois avions et en endommageant une dizaine, sans que l'ennemi arrive à réaliser ses buts, nous avons infligé une grande défaite à l'aviation portugaise. A ces chiffres il faut ajouter les deux avions détruits et trois autres endommagés au cours de la récente attaque à l'Aéroport de Bissalanca par un commando de nos forces armées. Si ces chiffres pris en absolu ne sont pas élevés ils montrent néanmoins que, tenant compte des effectifs de l'aviation portugaise dans notre pays, environ 40% de ces effectifs ont été détruits ou endommagés par nos combattants.

Ayant recours à tous les moyens dont il peut actuellement disposer, l'ennemi a fait quelques tentatives d'invasion et de reconquête de certaines régions libérées. Ces tentatives, pour lesquelles l'ennemi a utilisé des opérations combinées des forces de terre, air et mer, se sont soldées par de cuisantes défaites. En effet, faisant preuve de courage et redoublant d'initiative, nos combattants, appuyés par les populations armées, ont infligé à l'ennemi de lourdes pertes en vies et en matériel au cours de ces opérations. Les quelques pertes que nous avons subies et la quantité de produits brûlés ou de bétail tué par l'ennemi au cours de ces opérations, sont de loin inférieures aux pertes portugaises. Les soi-disant têtes de pont établies par l'ennemi à Naga (au Nord du pays) et à Gangénia dans la région de Cubisséco (au Sud du pays) s'avèrent être de véritables cimetières pour les troupes coloniales, sous l'attaque constante de nos forces qui ont ainsi déjoué les intentions stratégiques des colonialistes.

Utilisant surtout des troupes hélicoptérées, quelquefois appuyées par des débarquements de fusilliers marins, l'ennemi a perpétré des coups de main contre les régions libérées visant à terroriser les populations, brûler nos cultures agricoles et détruire nos bases. Nos combattants ont fait face avec détermination à ces coups de main, infligeant à l'ennemi des pertes bien plus élevées que celles qu'il nous avait causé. Nous avons réussi à détruire trois hélicoptères, à endommager plusieurs autres et à mettre hors de combat un grand nombre de soldats ennemis.

Notre action s'est caractérisée principalement par :

Attaque systématique des camps retranchés ennemis dans les centres urbains, moyennant des mortiers, canons sans recul, bazookas et d'autres armes, sur tous les fronts de lutte, mais principalement au Nord et au Sud du pays.



Attaque contre les bateaux transportant des troupes et des marchandises sur les fleuves, un des rares moyens dont l'ennemi se sert encore pour ravitailler les camps retranchés isolés à l'intérieur du pays, notamment sur les fleuves Farim, Cumbidjâ, Buba et dans le canal de Komo.

Embuscades vigoureuses contre les tentatives de l'ennemi de se déplacer sur certaines routes.

Opérations de commando contre les centres urbains, les aéroports et les installations portuaires.

Etant donné l'immobilisme caractérisé des troupes ennemies, retranchées dans leurs camps des centres urbains, l'action la plus développée de nos forces a été l'attaque systématique de ces camps. Dans le cadre de cette action, nous avons effectué 143 attaques importantes contre les camps portugais, détruisant quelques-uns (Guidage, S. Domingos, Suzana, Missirâ, Biambi, Enxalé, Guileje, Medjo, Empada, Madina et autres moins importants) et endommageant plusieurs autres avec des dégâts variant de 20 à 80% des installations militaires. Outre les dégâts matériels ces attaques ce sont traduits par de lourdes pertes en vies humaines pour l'ennemi.

L'attaque systématique des camps ennemis, préluant la phase finale de notre lutte qui exige la destruction des bases portugaises et la prise, par nos forces, des centres urbains, s'est révélé un facteur essentiel pour la démoralisation des troupes coloniales qui réalisent à présent qu'elles sont partout en danger dans notre pays et que, pour elles, les casernes se transforment progressivement en cimetières.

L'attaque contre les bateaux sur les fleuves est une action décisive pour l'accélération de la défaite colonialiste dans notre pays. En effet, pour la plupart des camps retranchés de l'intérieur, isolés par nos forces, la voie fluviale est encore la seule possibilité de ravitaillement. Voilà pourquoi nous avons intensifié et intensifions chaque jour davantage cette action, malgré les conditions difficiles des rives de nos fleuves en ce qui concerne des locaux propres à l'installation des armes lourdes. Avec courage et initiative, nos combattants ont fait couler 27 bateaux et endommagé plusieurs autres, causant ainsi de grandes pertes en matériel et en vies à l'ennemi. Cette action a été particulièrement remarquable sur le fleuve Farim (au Nord du pays) où nos combattants ont fait couler la plupart des bateaux perdus par l'ennemi, notamment des canonnières et des vedettes.



Faisant preuve d'une expérience accrue, nous avons tendu des embuscades vigoureuses et plus meurtrières à l'ennemi, particulièrement auprès des camps retranchés. Ces embuscades ont eu lieu principalement sur les routes des régions en litige (Centre-Ouest et Est du pays) et aux environs de certains centres urbains (Mansoa, Mansabá, Kebo, Guileje, Catió, Empada, Bedanda). D'autre part, nos combattants ont été vigilants à toute tentative de mouvement de l'ennemi, en dehors des routes, lui faisant face dans des accrochages qui se sont traduits par des défaites suivies de débandades de l'ennemi. Nous avons effectué 476 embuscades et accrochages dans la période en référence, sans compter des actions moins importantes. Au cours de ces engagements nous avons détruit 116 véhicules militaires et civils, endommagé un nombre important d'autres, récupéré une quantité importante de matériel, dont au moins 86 fusils mitrailleurs G.3 Fall, 397 Mousers, 26 mortiers de 60 mm, plusieurs autres armes légères, 16 radios émetteurs-récepteurs de campagne en bon état et d'autre matériel.

Dans le cadre de ce type d'opérations il est juste de relever l'action vigoureuse menée par nos forces dans la région de Gabu, aux environs de la ville du même nom. Au cours d'une embuscade, nos combattants ont détruit cinq camions, mis hors de combat 32 militaires ennemis, fait un prisonnier et récupéré 18 fusils mitrailleurs américains et 8 Mousers. Au cours d'un accrochage dans le village de Bissassema, au Sud du pays, nos combattants ont tué 18 soldats ennemis, fait prisonniers trois militaires dont un officier et récupéré une quantité importante de matériel, dont 8 radios de campagne en bon état. Au Nord du pays, aussi bien dans la région de Canchungo que sur la route Mansoa-Mansabá, les embuscades tendues par nos combattants se sont traduites par de grandes pertes en vies et en matériel pour l'ennemi.

Avec les opérations de commandos contre les centres urbains, les aéroports et les installations portuaires, notre pression sur l'ennemi est rentrée dans une nouvelle phase. Ces actions se révèlent particulièrement efficaces et très importantes pour accentuer la démoralisation des troupes coloniales et le discrédit de l'ennemi auprès des populations des centres urbains. Nous avons fait 22 opérations importantes de Commando, principalement dans le Nord du pays (Bula, Canchungo, Mansoa, Binar, port de Binta et Farim) et quelques-unes au Sud (Catió, port de Ganjola, Tite). Particulièrement remarquable dans ce cadre, a été l'attaque effectuée par un commando de nos forces armées du front Nord, contre l'aéroport de Bissalanca, base aérienne principale de l'ennemi, situé à 10 Km du centre de Bissao, la capitale. Au cours de cette attaque, effectuée le 19 Février 1968, nous avons détruit la tour de contrôle, trois ca-



sernes des parachutistes et deux avions ayant endommagé plusieurs autres. L'importance politique et militaire d'une telle action se passe de commentaire.

Au cours de la période en question, le nombre des militaires ennemis tués se chiffre à 1.905, dont plusieurs officiers y compris un major et d'autres gradés. Un nombre élevé, indéterminé, de soldats ennemis ont été blessés. Ces chiffres sont confirmés par les déclarations des prisonniers et des déserteurs, dont le dernier a assuré qu'au moins 793 cercueils ont été transférés au Portugal au cours de 1967, outre ceux qui attendaient encore l'embarquement lors de sa désertion. D'autre part, les autorités portugaises ne peuvent pas cacher le fait que les hôpitaux militaires et civils en Guinée et au Portugal sont remplis de milliers de blessés, dont la plupart provient de notre pays. Il ne faut pas oublier qu'une partie importante des blessés portugais sont directement transférés de notre pays en Allemagne Fédérale (surtout Francfort) où ils reçoivent des soins.

Nos pertes se chiffrent à 86 combattants et 172 éléments de la population civile tués, et 583 blessés, y compris les victimes des bombardements. Ces chiffres, supérieurs à ceux des années antérieures, reflètent l'intensification des combats et le grand développement atteint par notre lutte. Considérant que presque 80% des blessés ont déjà regagné leurs postes et que le nombre des tués est presque équivalent à celui des victimes annuelles du colonialisme portugais avant la lutte, nous n'avons que des raisons pour renforcer notre combat et aller de l'avant jusqu'à la libération totale de notre peuple.

La situation actuelle sur les trois fronts de combat montre que non seulement nous avons été capables de mettre en échec les efforts désespérés déployés par l'ennemi au cours de l'année écoulée, mais aussi nous avons aggravé les difficultés éprouvées par les troupes portugaises. Ces troupes dont le moral ne cesse de baisser sont davantage coincées dans les camps retranchés, cibles de nos mortiers et canons ainsi que des assauts de nos forces d'infanterie. L'initiative ennemie se réduit de jour en jour, se limitant aux bombardements aériens et aux tentatives de terrorisme contre les populations. Ayant augmenté la mobilité de nos forces, nous avons retiré à l'ennemi un des éléments essentiels à l'action de ses avions et hélicoptères étant par ailleurs soumis à une insécurité plus grande découlant des mouvements fréquents et coordonnés de nos forces.

D'autre part nous avons procédé à une réorganisation générale de nos forces armées, augmentant les effectifs de l'Armée régulière, modifiant la structure des organes di-



rigeants de la lutte armée et en distribuant des armes à un grand nombre d'éléments de la population civile, dans le cadre de la milice populaire. Cette réorganisation et modifications ont permis de renforcer et d'élargir l'action de notre Armée régulière sur les trois fronts et d'améliorer la sécurité des régions libérées par la participation effective des populations armées à la défense de ces régions.

En raison de ce fait, les colonialistes ont renforcé leurs troupes dans l'Archipel et se préparent activement à y étendre sa criminelle guerre coloniale. D'autre part, par la voix de quelques-uns des principaux responsables portugais, les colonialistes ne cachent pas l'importance qu'ils attribuent aux Iles du Cap Vert comme base logistique pour la domination de la Guinée et de leurs autres colonies africaines ainsi que pour la stratégie de l'impérialisme contre le continent africain.

Nous devons donc tout mettre en oeuvre pour développer dans les meilleurs délais la lutte aux Iles du Cap Vert. Cela est d'autant plus nécessaire que la libération de la Guinée ne sera pas un fait réel tant que les Iles du Cap Vert seront une base portugaise. Etant donné l'importance stratégique de ces Iles, nous pouvons même affirmer que leur libération est aussi indispensable à la lutte des peuples d'Angola, du Mozambique et d'Afrique du Sud (l'aéroport de l'Ile de Sel étant une base sud-africaine) et à la consolidation de la sécurité des pays indépendants d'Afrique occidentale contre une éventuelle agression impérialiste qui utiliserait sûrement l'Archipel comme plate-forme logistique. Cela donne la mesure de nos responsabilités face à ce problème majeur qu'est celui du développement de la lutte aux Iles du Cap Vert.

### 3. SITUATION POLITIQUE

Ayant perdu, en raison des succès de notre lutte armée, le contrôle politique de la majeure partie de la population en Guinée (celle des régions libérées et des régions en litige) les colonialistes portugais n'ont, à présent, une action politique directe que sur les populations des centres urbains et, par l'intermédiaire de certains chefs traditionnels, des zones où notre action n'est pas encore significative (certains secteurs des circonscriptions administratives de Bafata, Gabu, Canchungo et les Iles de Bissao et Bolama). Même dans ces secteurs les populations échappent chaque jour davantage au contrôle de l'autorité coloniale qui en général ne se déplace pas au delà des limites du centre administratif.



L'action politique portugaise est caractérisée principalement par :

Intense propagande mensongère surtout à la radio, visant à discréditer la direction et les buts de notre Parti, à créer la confusion parmi les populations, à diviser les forces nationalistes, démobiliser les combattants, à saper l'unité de notre organisation et prouver l'immaturité de l'Afrique pour l'indépendance.

Manoeuvres démagogiques dans le but de convaincre notre peuple qu'il n'a pas besoin d'être indépendant car il l'est déjà avec l'indépendance du Portugal. Pour ce faire, certains cadres africains ont été appelés à de hautes fonctions administratives tant en Guinée et aux Iles du Cap Vert qu'au Portugal même, l'autorité des chefs traditionnels fidèles au colonialisme a été renforcée, des jeunes africains sont enrôlés de force dans l'armée coloniale et dans de soi-disant milices, pour combattre "les bandits venus de l'extérieur".

Campagne psycho-sociale pronant la nécessité du progrès, l'égalité raciale, la fraternité entre les troupes coloniales et les populations, la nécessité de défendre la nation portugaise multi-raciale et religieuse contre la domination étrangère et le communisme athée, etc., etc. Une campagne de sourires, de bras-ouverts et de sympathie visant à démobiliser notre peuple. Cette campagne qui a lieu dans les secteurs encore soumis à l'influence de certains chefs traditionnels (régions de Bafata, Gabu et Canchungo) et dans les centres urbains, se manifeste aussi par la distribution aérienne de tracts sur les régions libérées.

Les succès de notre lutte chaque jour plus soutenue par notre peuple, sont la preuve la plus évidente de l'échec de l'action politique portugaise. Il vaut cependant la peine de faire une brève référence à certains faits, qui caractérisent aussi cet échec :

En 1967 nous avons passé à disposer d'une station émettrice appartenant au Parti - la Radio Libertação. Ce fait nouveau a bouleversé toute la propagande radiophonique des colonialistes portugais qui ne peuvent pas éviter que nos compatriotes écoutent nos émissions quotidiennes. Nous avons ainsi pu non seulement démasquer et neutraliser la propagande ennemie mais aussi développer notre action politique sur ce plan, avec une ample information sur la marche de la lutte, les buts de notre Parti, les crimes des colonialistes portugais et les évènements africains et mondiaux. D'autre part, nous avons organisé des programmes spéciaux destinés aux soldats portugais pour informer et éclairer les troupes coloniales sur le caractère injuste et inutile de la



guerre qu'elles mènent dans notre pays. L'expérience de quelques mois nous a démontré que notre Radio Libertação dont les programmes s'améliorent chaque jour, est une arme précieuse et peut jouer un rôle primordial dans l'évolution de notre lutte.

Les manoeuvres démagogiques ont eu leur échec principal cette année dans la démission, en Décembre, de l'africain qui occupait le poste de Secrétaire Général du Gouvernement colonial et qui a été remplacé par un européen. Cette démission sonne le glas aux espoirs des colonialistes portugais d'établir progressivement un gouvernement local soi-disant autonome, intégré de quelques cadres africains, en vue de saper notre lutte et de barrer la route à l'indépendance. Par ailleurs, certains des chefs traditionnels fidèles au colonialisme, face à la continuité de la lutte et aux pertes croissantes subies par les colonialistes, ne cachent plus leurs hésitations et défaitisme, arrivant même à entrer en conflit avec leurs maîtres. Ils commencent à réaliser la situation difficile qu'est la leur, étant chaque jour plus abandonnés par les populations qui passent de notre côté, ou cherchent refuge dans les pays voisins. Au fur et à mesure que notre lutte s'intensifie, les mercenaires africains au service de l'Armée portugaise, lesquels perçoivent 15 escudos (demi-dollar) pour chaque engagement, prennent conscience des réalités et se décident à nous rejoindre. Au cours de 1967, cinquante trois soldats, deux caporaux et un officier africains ont rejoint nos rangs, chiffre qui est important si l'on tient compte du fait que la plupart des quelques 2.500 africains enrôlés dans l'Armée coloniale n'est utilisée que dans les services auxiliaires.

Notre peuple, qui n'oubliera pas facilement les méfaits de la domination coloniale, ne peut que s'étonner devant les bienfaits de la campagne psycho-sociale. Cet étonnement est vite transformé en conscience approfondie des réalités et la campagne qui ne convainc que les convaincus, s'avère être une propagande pour notre lutte. Voilà pourquoi on raconte que, à Bissao comme à Bafata ou ailleurs, quand un compatriote est l'objet des sollicitudes, de la sympathie ou des faveurs de la part d'un militaire ou d'un civil portugais, il accepte ces actes de gentillesse et de courtoisie, mais ne cesse de se répéter, dès qu'il se libère de l'étranger paternaliste : "Djarama PAIGC", i.e., "Merci, PAIGC).

Si l'échec de l'action politique portugaise est une des conséquences des succès de notre action armée, elle est aussi le résultat du travail politique réalisé par nos militants.



En accord avec les décisions de la direction supérieure du Parti, notre action politique a été renforcée au cours de 1967, par un travail permanent au sein des masses populaires des régions libérées, par le renforcement des activités des organismes de base du Parti et, comme nous l'avons dit, par des émissions quotidiennes de notre Radio qui organise des programmes en portugais, en créole et dans les principales langues vernaculaires (balante, foulah, mandingue, mandjaque, beafada, mancanhe et pepel). L'action des "brigades de travail politique" créées par la direction du Parti et agissant surtout dans les régions libérées du Nord et du Sud du pays, a été une initiative pleine de succès pour l'élévation de la conscience politique des populations et un meilleur fonctionnement des comités de village.

Nous avons réalisé six conférences des cadres politiques et militaires du Parti, au cours desquelles les problèmes centraux de notre vie et de notre lutte ont été amplement discutés et des décisions importantes ont été prises concernant le développement de notre action sur tous les plans. Les déficiences, les erreurs et les errements constatés dans notre action ont été sévèrement critiqués au cours de ces conférences et des mesures ont été indiquées pour éliminer ces fautes et améliorer notre travail et notre combat.

La fréquence, le caractère élargi et l'ampleur des conférences des cadres ont déterminé un ajournement du Congrès du Parti. En effet les conférences des cadres, toutes présidées par le Secrétaire Général du Parti, ont eu à débattre des problèmes importants et à prendre des décisions qui, tout en se référant au front ou à l'inter-région respectif, n'ont pas un caractère moins national et décisif pour notre lutte. Les préparatifs pour le Congrès sont cependant faits et nous le tiendrons dès que les circonstances le permettront.

Sur le plan de l'information, nous avons réalisé des progrès importants. Outre le fonctionnement de notre station émettrice qui marque une étape nouvelle dans ce domaine, nous avons pu distribuer une information régulière à la presse internationale, éditer le journal du Parti "Libertação", destiné aux militants, et développer les rapports informatifs avec d'autres organisations. Des cinéastes et des journalistes guinéens, sénégalais, italiens, cubains, américains, anglais, soviétiques, bulgares, et autres ont pu visiter notre pays au cours de la période en question, pour y faire des films et des reportages. Les témoignages déjà rendus publics ou en préparation, de la part de ces visiteurs, représentent une grande victoire de notre lutte et un échec pour les colonialistes portugais.



Il ne faut pas oublier que l'occasion la plus importante pour faire un test sur les succès politiques de notre lutte nous a été fournie par la prétendue visite du Président du Portugal dans notre pays. Au cours de cette visite qui dura 5 jours, notre peuple, nous-mêmes et l'opinion portugaise et mondiale, avons pu vérifier les changements irréversibles opérés dans la situation de notre pays, en Guinée. En effet, voyageant toujours par avion et encerclé par des forces de sécurité, le Président portugais n'a pu se déplacer qu'aux villes de Bafata, Gabu et aux Iles de Bolama et Bubaque. Ces visites n'ont duré que quelques heures. Même les troupes portugaises cantonnées à Mansoa, ville située à 60 Km de la capitale et disposant d'une route goudronnée, n'ont pas eu la chance de voir le Président, car Mansoa était l'objet de l'attaque de notre artillerie et nos combattants étaient vigilants sur les routes. Loin, bien loin va le temps où les visites présidentielles portugaises dans notre pays étaient possibles et se caractérisaient par une bruyante promenade sur toutes les routes et dans toutes les villes de la Guinée.

Outre l'attaque à l'aéroport de Bissao dont l'importance politique est évidente, la libération de trois prisonniers de guerre portugais a été aussi une victoire politique de notre peuple, ayant trouvé auprès de l'opinion portugaise, africaine et internationale un écho bien mérité. Par cet acte que notre peuple a compris et appuyé, malgré les crimes perpétrés contre lui et contre nos militants et combattants emprisonnés par les troupes colonialistes, nous avons fait preuve du caractère profondément humain de notre lutte et du fait que dans notre pays, les véritables criminels et terroristes sont les colonialistes portugais.

#### 4. SITUATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET CULTURELLE

L'économie portugaise dans notre pays n'est qu'une économie de guerre. L'exploitation coloniale de notre peuple est depuis des années pratiquement liquidée, et les bateaux transportant du matériel de guerre et du ravitaillement pour les troupes coloniales retournent vides au Portugal ou chargés de la ferraille des véhicules détruits par nos forces armées.

Faisant face à des difficultés chaque jour plus grandes pour ravitailler ses troupes et les populations des centres urbains, l'ennemi doit importer presque tout le nécessaire à ce ravitaillement, notamment de grandes quantités de riz, produit principal de notre agriculture.



Cherchant à obtenir les moyens financiers nécessaires aux frais de la guerre contre notre peuple, les colonialistes portugais ont fait de nouvelles concessions de nos ressources pétrolières en Guinée à une compagnie américaine (la Standard) et à une firme ouest-allemande, aux Iles du Cap Vert, pour l'installation de l'industrie de conserves de poissons. Tout en dénonçant les intentions criminelles de telles concessions et la complicité des concessionnaires, nous sommes sûrs du fait que la défaite économique portugaise dans notre pays est irréversible et n'a d'autre issue que la libération totale de notre peuple de la domination coloniale.

Malgré l'intensification des bombardements aériens et de la lutte, nous avons réussi à augmenter considérablement la production des plantes vivrières au cours de l'année agricole écoulée, à diversifier les cultures et à appliquer de nouvelles techniques sous la direction des cadres spécialisés formés au cours de la lutte. La culture du riz, base de l'alimentation de notre peuple, a enregistré des résultats importants dans les régions du Sud, du Centre-Nord et du Nord-Ouest, l'augmentation de la production étant plus sensible dans la région de Kitâfine (la plus bombardée). La diversification des cultures concerne surtout l'élargissement des surfaces occupées par le manioc, la patate et les haricots traditionnels, ainsi que l'introduction de certaines variétés de haricots exotiques et de légumes.

Ces mesures ont contribué à garantir cet élément essentiel à la poursuite de notre lutte - l'alimentation pour les populations des régions libérées et pour nos combattants.

Nous continuons à affronter des difficultés en ce qui concerne le ravitaillement des populations en articles exotiques de première nécessité, lesquels étaient auparavant vendus par les comptoirs portugais. Nous avons cependant fait des efforts importants pour développer l'initiative des magasins du peuple avec l'installation de nouveaux comptoirs. Un problème important est celui du drainage des stocks dans les magasins, résultant de l'échange des articles importés par des produits locaux, lequel mérite à présent la meilleure attention du Parti. Des centaines de tonnes de noix de palmier, des cuirs, de la cire, de l'huile de palme et d'autres produits moins lourds ont été écoulés sur le marché extérieur, leur vente assurant ainsi une contribution appréciable à l'amélioration de cette initiative. Le fonctionnement des magasins reste cependant dépendant du volume et de la fréquence des dons faits à notre Parti par des organisations des pays amis.



Sur le plan social, les colonialistes portugais font des efforts, dans les centres urbains et dans les zones non encore libérées, pour combler le vide laissé par leur exploitation, et ainsi démobiliser les populations. A la hâte, ils cherchent à éviter que notre peuple prenne conscience de l'importance des mesures à caractère social prises dans les régions libérées. Il est cependant trop tard, car notre peuple a compris que, si des soins médicaux commencent à être dispensés aux populations des centres urbains et des zones occupées, c'est parce que notre lutte existe et nous disposons d'hôpitaux, de postes sanitaires, de médecins et de beaucoup d'infirmières qui soignent gratuitement les populations des régions libérées.

Malgré les tentatives de destruction faites par les colonialistes, nos hôpitaux continuent de fonctionner à l'intérieur du pays et nous avons installé de nouveaux postes sanitaires. Plus d'une centaine d'infirmières et infirmiers assistent aux médecins responsables de la santé, et nous bâtissons à présent un nouvel hôpital à l'extérieur du pays, destiné aux cas graves, d'orthopédie.

Aussi sur le plan culturel, les colonialistes cherchent vainement à tromper notre peuple et l'opinion. Ils ont construit quelques écoles dans les centres urbains, concédé des bourses d'études à des jeunes guinéens et capverdiens, pour éviter qu'ils rejoignent le Parti pour obtenir les moyens de poursuivre les études. Ces mesures ne mèneront cependant pas aux objectifs escomptés par les colonialistes. Les écoles maintenant construites seront à nous et le nombre des compatriotes étudiant au Portugal, qui adhèrent au Parti, est chaque année plus élevé.

Dans les régions libérées le nombre des écoles a considérablement augmenté, passant de 127 à 157, et celui des élèves a été pour l'année scolaire 66/67, de 14.386, le nombre des instituteurs qui ont fréquenté le 3ème Centre de perfectionnement (Juillet/Août derniers) ayant été de 220. Des progrès remarquables ont été donc réalisés, et nous nous préparons à éditer bientôt de nouveaux livres de lecture.

Par ailleurs, une cinquantaine de jeunes gens (garçons et filles) sont partis pour l'Europe pour y poursuivre les études dans les diverses branches de la science et de la technique. Plusieurs cadres déjà formés sont retournés des études, outre les cinquante infirmières qui ont fini leur stage en 1967.

Dans notre Ecole-Pilote qui essaie de nouvelles méthodes d'enseignement et prépare les candidats aux bourses d'études, une centaine d'élèves ont fréquenté les cours en régime d'internat, les résultats ayant été très appréciables.



## 5. SITUATION SUR LE PLAN AFRICAÏN ET INTERNATIONAL

Il est peut-être juste de considérer que l'année 1967 a été celui de la consécration de la valeur de notre lutte et du travail de notre Parti, sur le plan Africain.

Nous avons en effet développé nos rapports de solidarité avec les Etats africains en général et, particulièrement avec ceux qui s'intéressent davantage à notre lutte libératrice. Dans ce cadre nous avons consolidé les relations et la collaboration fraternelle avec les Etats voisins (Républiques de Guinée et du Sénégal). Ayant participé, en tant qu'invités, au VIIIème Congrès du Parti Démocratique de Guinée et au VIème Congrès de l'Union Progressiste Sénégalaise, notre organisation a pu apporter à ces deux Partis frères, l'expression de la solidarité et de la gratitude fraternelle de notre peuple et de nos combattants pour l'aide concrète qu'ils accordent à notre lutte.

Par ailleurs, notre lutte et notre Parti ont été honorés par des références spéciales qui leur ont été faites par quelques figures les plus éminentes de l'Afrique. Ainsi, le Président Ahmed Sékou Touré, lors de l'ouverture de la XIIème session du Comité de Libération Africaine, a affirmé : "Nous voulons saluer tout particulièrement le PAIGC de la Guinée-Bissao dont nous connaissons mieux les divers aspects du combat libérateur et des résultats combien positifs que sont les diverses actions administratives, économiques et sociales réalisées sur les zones libérées, représentant plus de la moitié du pays, et ce sur une véritable base démocratique et populaire".

Le Président Léopold Sédar Senghor, cloturant le VIème Congrès de son Parti, a dit : "Je ne veux pas terminer ces saluts à nos hôtes, sans assurer notre frère Amilcar Cabral, secrétaire Général du PAIGC, de notre soutien moral, de notre soutien politique dans la lutte dure, longue, héroïque, mais cruelle qu'il mène contre le colonialisme portugais".

Le Secrétaire Général de l'O.U.A., au cours de son intervention à la XIIème session du Comité de Libération Africaine, a bien voulu souligner : "... dans le cadre de la solidarité africaine, une part si importante du poids énorme que constitue la guerre sacrée de libération que mènent, avec une rare détermination, les combattants de la liberté de la Guinée Bissao. Groupés au sein du PAIGC, ces grands patriotes, par leur organisation, par leur maturité et par leur efficacité au combat, font grand honneur à nos peuples, à nos Gouvernements et à l'Organisation de l'Unité Africaine".

Lors de sa douzième session, le Comité de Libération lui-même, agissant au nom de



l'OUA et de l'Afrique, a tenu à voter par acclamation une motion de félicitation et d'encouragement à notre Parti, proposée par l'Algérie et libellée comme suit :

"Se fondant sur les informations de sources sûres et diverses sur la conduite du combat par le PAIGC en Guinée Bissao ;

Constatant les résultats positifs obtenus par ce mouvement contre le colonialisme portugais et les progrès encourageants réalisés dans la libération du territoire ;

Après avoir entendu, avec satisfaction le magistral exposé de Mr. Amilcar Cabral sur la situation générale en Guinée Bissao et vue l'organisation économique et sociale des régions libérées ainsi que sur les difficultés rencontrées ;

Félicite chaleureusement les combattants du PAIGC et ses représentants pour les succès qu'ils ne cessent de remporter sur tous les plans contre les forces portugaises et pour la contribution considérable qu'ils apportent à la libération du continent africain."

Ces références et attentions ont beaucoup encouragé nos combattants et la direction de notre Parti. D'autre part, l'OUA a décidé de renforcer sur tous les plans l'aide qu'elle accorde à notre Parti, pour le développement de notre lutte.

Sur le plan international, le prestige de notre Parti et de notre lutte n'a fait qu'augmenter. Mieux informée, l'opinion mondiale fait à présent plus attention à notre lutte qui acquiert chaque jour plus d'importance dans le cadre africain et international. Nous avons renforcé et multiplié nos relations d'amitié et de solidarité avec les forces anti-colonialistes dans le monde, notamment avec le camp socialiste qui a de tout temps apporté un soutien sans réserve à notre lutte libératrice.

Au sein de l'ONU comme des autres instances internationales, le Gouvernement colonial du Portugal est plus isolé que jamais. La résolution prise par l'Assemblée Générale de l'ONU, appuyant les luttes de libération des peuples coloniaux et appelant tous les Etats épris de paix et de liberté à accorder leur soutien aux mouvements de libération de ces peuples, représente une grande victoire contre le colonialisme portugais et nous ouvre de nouvelles perspectives dans le cadre de la solidarité nécessaire à l'évolution victorieuse de notre combat.

Dans les conditions particulières de notre lutte, l'aide morale, politique et matérielle de l'Afrique et de chaque Etat africain ainsi que du camp socialiste et de toutes les forces anti-impérialistes, est un facteur d'importance primordiale. Nous



ne ménagions pas les efforts pour que cette aide se développe en accord avec les besoins concrets de notre lutte, au service de la libération nationale, de la paix et du progrès des peuples.

Fidèles aux principes d'indépendance dans la pensée et dans l'action, de non-alignement, de non-immixtion dans les affaires intérieures ou dans les conflits des autres et de collaboration fraternelle avec tous les peuples, nous continuons à tout faire pour développer et consolider nos rapports avec toutes les forces anti-impérialistes, dans un esprit de franchise, égalité et respect mutuel. Face aux problèmes majeurs débattus par l'humanité nous avons pris et nous prenons les positions dictées par notre conscience politique, par les intérêts de notre peuple en lutte, sur la base de la vérité et de responsabilité de nos actes.

#### 6. NOS DIFFICULTES PRINCIPALES

Toute lutte, quelles que soient les conditions qui la caractérisent, comporte nécessairement des difficultés. Ceux qui luttent doivent être capables de consentir les efforts et sacrifices nécessaires et de surmonter les difficultés, ce qui constitue l'essence même de la lutte. Laissant de côté les difficultés subjectives qui diminuent à mesure que la lutte avance, nous ne nous rapportons ici qu'aux principales difficultés objectives affrontées dans la phase actuelle de notre combat. Elles sont les suivantes :

D'ordre militaire - Nous avons besoin de renouveler une partie du matériel léger dont nous disposons, lequel se trouve dans un mauvais état après quelques années d'utilisation intensive dans des conditions climatiques spéciales. Nous devons développer nos moyens de défense anti-aérienne avec l'utilisation d'armes plus efficaces.

D'autre part, tenant compte des exigences apportées par le grand développement de la lutte en ce qui concerne l'activité des cadres intermédiaires, nous avons besoin de former de nouveaux cadres pour la direction de la lutte armée, avec des connaissances plus développées des lois de la guerre. Nous avons besoin également d'améliorer notre réseau logistique, surtout les moyens de transports, dont les pannes fréquentes et les manques de pièces provoquent de grands préjudices à la marche de la lutte.

D'ordre politique - Tenant compte de la situation concrète dans notre pays, dont environ deux tiers du territoire national sont libérés, ainsi que de l'entêtement du



Gouvernement portugais qui se refuse à reconnaître notre droit à l'indépendance, nous devons dépasser cette impasse politique, tout en continuant à nous battre pour parachever la libération de notre peuple en Guinée et aux Iles du Cap Vert. Après plus de cinq années de lutte armée, dont l'ennemi même ne réussit pas à cacher les succès, notre peuple s'est autodéterminé suffisamment et doit trouver une solution juridique pour sa situation. C'est un problème difficile et nouveau, mais nous devons chercher à le résoudre en vue d'accélérer la solution politique du conflit qui oppose notre peuple au Gouvernement portugais.

D'ordre économique - Dans ce domaine, les difficultés concernent particulièrement le ravitaillement des populations des régions libérées en articles de première nécessité. Ce ravitaillement est à présent manifestement déficient, les dons et les aides que nous recevons étant loin d'être suffisants pour nous permettre de résoudre ce problème. Cette solution est d'autant plus urgente que l'ennemi, malgré ses difficultés, déploie des efforts considérables dans ce domaine, cherchant à attirer les populations des régions libérées vers les centres urbains.

D'ordre financier - Ne disposant pas de sources de rentes significatives et n'étant pas possible d'exiger à notre peuple plus qu'il donne en soutenant la lutte et en nourrissant les combattants, nous affrontons chaque jour de plus grandes difficultés sur le plan financier. La guerre, comme tout le monde le sait, coûte très cher, et notre lutte a atteint les dimensions d'une véritable guerre. Il est absolument indispensable de trouver une solution à ce problème, car ces difficultés sont un facteur de retardement dans la marche de notre lutte. L'ennemi, qui est infiniment plus fort que nous dans le domaine financier, dispose cependant de l'aide substantielle de ses alliés.

D'ordre social et culturel - Nous continuons à affronter de grandes difficultés par manque de médicaments, surtout de ceux propres à la guerre.

Par ailleurs, nous avons besoin d'avantage d'articles scolaires pour répondre aux besoins croissants de nos écoles.

Nous devons faire de notre mieux pour surmonter dans les meilleurs délais les difficultés sus-mentionnées. Nous le ferons, en comptant sur l'aide fraternelle de nos alliés. Cette lutte n'est pas que celle de notre peuple, elle est la lutte de l'Afrique toute entière pour la libération totale du continent. Elle est aussi celle de toutes les forces progressistes et anti-impérialistes. Nous devons ensemble surmonter ces difficultés.



## 7. PERSPECTIVE DE LA LUTTE

Tant que durera la prétention portugaise de continuer à dominer par la force notre peuple, nous devons continuer à nous battre courageusement jusqu'à la liquidation totale de la domination portugaise en Guinée et aux Iles du Cap Vert.

Sur la base des succès remportés par notre lutte en 1967, nous devons :

Intensifier le combat en Guinée sur tous les fronts, développer notre action contre les camps retranchés et les centres urbains, ainsi que contre les bateaux et les avions et hélicoptères. Nous devons avoir recours à de nouvelles formes d'action, les plus audacieuses soient-elles, pour donner des coups mortels à l'ennemi. Continuer à armer le peuple.

Déclencher la lutte armée aux Iles du Cap Vert, en réponse aux violences perpétrées contre notre peuple et en vue de libérer cette parcelle importante du territoire national, base stratégique du colonialisme portugais menaçant non seulement notre pays mais aussi les Etats indépendants d'Afrique.

Renforcer le travail politique, améliorer davantage notre organisation, corriger les erreurs et développer la participation effective des masses populaires à la direction des régions libérées.

Améliorer sans cesse le niveau de vie économique, social et culturel des populations des régions libérées.

Renforcer et développer nos relations sur le plan africain, en vue de consolider les liens fraternels nous unissant aux peuples d'Afrique, en particulier aux peuples de la République de Guinée et de la République du Sénégal. Obtenir de l'OUA l'aide adéquate correspondant aux besoins actuels de notre lutte.

Renforcer et développer nos rapports de solidarité et de collaboration avec toutes les forces anti-impérialistes.

Etant certain qu'il n'est toujours pas possible ni prudent de marquer la date de notre indépendance, nous devons cependant faire de notre mieux pour que notre action en 1968 puisse mener à des résultats importants et représenter un grand pas en avant vers le parachèvement de la libération de notre peuple.